



Arrest

nr. 342 031 van 27 februari 2026
in de zaak RvV X / lx

In zake: X

Gekozen woonplaats: ten kantore van advocaat T. BARTOS
Rue Sous-le-Château 10
4460 GRÂCE-HOLLOGNE

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de Minister van Asiel en Migratie.

DE WND. VOORZITTER VAN DE IXde KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Albanese nationaliteit te zijn, op 16 juni 2025 heeft ingediend om de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de Minister van Asiel en Migratie van 6 juni 2025 tot het opleggen van een inreisverbod (bijlage 13sexies).

Gezien titel Ibis, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gezien het verzoek en de instemming om gebruik te maken van de louter schriftelijke procedure met toepassing van artikel 39/73-2 van voormelde wet.

Gelet op de beschikking van 10 februari 2026 waarbij het sluiten van de debatten wordt bepaald op 18 februari 2026 .

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

Op 6 juni 2025 werd aan verzoeker een bevel om het grondgebied te verlaten met vasthouding met het oog op verwijdering afgeleverd.

Op dezelfde datum werd aan verzoeker een inreisverbod voor twee jaar opgelegd. Dit is de bestreden beslissing, die luidt als volgt:

“Betrokkene werd gehoord door de politie zone Polbruno op 05.06.2025 in in deze beslissing werd rekening gehouden met zijn verklaringen.

Aan de Heer, die verklaart te heten:

Naam : D.

voornaam : E.

[...]

nationaliteit : Albanië

wordt een inreisverbod voor 2 jaar opgelegd voor het volledige Schengengebied(1).

Wanneer betrokkene evenwel in het bezit is van een geldige verblijfstitel afgeleverd door één van de lidstaten, dan geldt dit inreisverbod enkel voor het grondgebied van België.

De beslissing tot verwijdering van 06.06.2025 gaat gepaard met dit inreisverbod.

REDEN VAN DE BESLISSING

Het inreisverbod wordt afgegeven in toepassing van het hierna vermelde artikel van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en op grond van volgende feiten:

Artikel 74/11, §1, tweede lid, de beslissing tot verwijdering gaat gepaard met een inreisverbod omdat:

- X 1° voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan en/of;
- 2° een vroegere beslissing tot verwijdering niet uitgevoerd werd.

Om de volgende reden(en) gaat het bevel gepaard met een inreisverbod van 2 jaar:

Betrokkene heeft niet getwijfeld om op illegale wijze in België te verblijven. Gelet op al deze elementen en op het belang van de immigratiecontrole, is een inreisverbod van 2 jaar proportioneel.

Betrokkene verklaart niet een gezinsleven of minderjarige kinderen in België te hebben, noch medische problemen te hebben. Een schending van de artikelen 3 en 8 EVRM wordt niet aannemelijk gemaakt.

Bijgevolg heeft de gemachtigde van de Staatssecretaris rekening gehouden met de specifieke omstandigheden, zoals bepaald in artikel 74/11.”

2. Onderzoek van het beroep

2.1. Het enig middel luidt als volgt:

“ violation de l'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'erreur manifeste d'appréciation ainsi que du droit à être entendu.

3.1.

L'Office des Etrangers motive notamment sa décision de la manière suivante :

[...]

L'Office des Etrangers considère que le requérant n'a pas hésité à séjourner illégalement sur le territoire belge.

Il lui inflige une interdiction d'entrée de 2 ans.

3.2.

L'article 74/11 de la loi sur les étrangers prévoit que :

« § 1er. La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants :

1° lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire ou;

2° lorsqu'une décision d'éloignement antérieure n'a pas été exécutée.

[2 Le délai maximum de trois ans prévu à l'alinéa 2 est porté à un maximum de cinq ans lorsque :

1° le ressortissant d'un pays tiers a recouru à la fraude ou à d'autres moyens illégaux afin d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour;

2° le ressortissant d'un pays tiers a conclu un mariage, un partenariat ou une adoption uniquement en vue d'être admis au séjour ou de maintenir son droit de séjour dans le Royaume.]2

La décision d'éloignement peut être assortie d'une interdiction d'entrée de plus de cinq ans lorsque le ressortissant d'un pays tiers constitue une menace grave pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

§ 2. Le ministre ou son délégué s'abstient de délivrer une interdiction d'entrée lorsqu'il met fin au séjour du ressortissant d'un pays tiers conformément à l'article 61/3, § 3, ou 61/4, § 2, sans préjudice du § 1er, alinéa 2, 2°, à condition qu'il ne représente pas [3 une menace]3 pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

Le ministre ou son délégué peut s'abstenir d'imposer une interdiction d'entrée, dans des cas particuliers, pour des raisons humanitaires.

§ 3. L'interdiction d'entrée entre en vigueur le jour de la notification de l'interdiction d'entrée. L'interdiction d'entrée ne peut contrevenir au droit à la protection internationale, telle qu'elle est définie aux articles 9ter, 48/3 et 48/4. ».

L'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980 n'autorise pas l'adoption automatique d'une interdiction d'entrée. Il enjoint d'opérer une évaluation au cas par cas, qu'il encadre en fixant la durée maximale de l'interdiction d'entrée et en énumérant les diverses hypothèses dans lesquelles une interdiction d'entrée ne peut pas être édictée.

La durée de l'interdiction d'entrée doit être fixée en fonction des circonstances propres à chaque espèce. L'article 74/11, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit que la durée de l'interdiction d'entrée est déterminée « en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas », tout en fixant deux délais maximums.

Le premier délai maximum, de trois ans, concerne le ressortissant de pays tiers qui ne répond pas aux conditions pour bénéficier d'un délai de départ volontaire ou qui n'a pas exécuté une décision d'éloignement antérieure. Le second délai maximum, de cinq ans, concerne le ressortissant de pays tiers qui a commis une fraude au séjour ou un mariage de convenance. Ce délai maximum de cinq ans peut être étendu au-delà pour l'étranger qui présente un danger pour l'ordre public ou la sécurité nationale.

3.3.

L'interdiction d'entrée est un acte ayant une portée juridique propre qui ne se confond pas avec celle de l'ordre de quitter le territoire. L'objet de ces décisions est différent. Il en est de même des motifs justifiant leur adoption.

En conséquence, l'interdiction d'entrée cause un grief distinct de celui résultant de l'ordre de quitter le territoire. La décision de retour contraint l'étranger à s'éloigner de la Belgique et l'interdiction d'entrée l'empêche d'y revenir. En outre, l'importance du grief, causé par l'interdiction d'entrée, dépend de la durée pour laquelle elle est imposée.

Dès lors que l'interdiction d'entrée était de nature à affecter de manière défavorable et distincte de l'ordre de quitter le territoire les intérêts du requérant, son droit à être entendu impliquait que la partie défenderesse l'invite à exposer également son point de vue au sujet de cette interdiction avant de l'adopter (voir en ce sens : C.E. n° 233.257 du 15 décembre 2015).

Or, bien que retenu par la police de Bruxelles, le requérant n'a pas été invité à s'exprimer sérieusement et en détail sur sa situation. Les décisions ne contiennent ainsi aucun détail à ce sujet et pourraient être opposées à tout étranger en séjour précaire.

Dans l'arrêt « M.G. et N.R. » prononcé le 10 septembre 2013 (C383/13), la Cour de Justice de l'Union européenne a précisé que « selon le droit de l'Union, une violation des droits de la défense, en particulier du droit d'être entendu, n'entraîne l'annulation de la décision prise au terme de la procédure administrative en cause que si, en l'absence de cette irrégularité, cette procédure pouvait aboutir à un résultat différent [...]».

Pour qu'une telle illégalité soit constatée, il incombe en effet au juge national de vérifier, lorsqu'il estime être en présence d'une irrégularité affectant le droit d'être entendu, si, en fonction des circonstances de fait et de droit spécifiques de l'espèce, la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent du fait que les ressortissants des pays tiers concernés auraient pu faire valoir des éléments de nature à [changer le sens de la décision] »³

Dans un arrêt C-166/13, rendu le 5 novembre 2014, la Cour de Justice de l'Union européenne a indiqué que le droit d'être entendu « fait [...] partie intégrante du respect des droits de la défense, principe général du droit de l'Union. Le droit d'être entendu garantit à toute personne la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts » (§§ 45 et 46).

Elle précise toutefois que « L'obligation de respecter les droits de la défense des destinataires de décisions qui affectent de manière sensible leurs intérêts pèse ainsi en principe sur les administrations des États membres lorsqu'elles prennent des mesures entrant dans le champ d'application du droit de l'Union ».

Dans un arrêt n° 321 192 du 5 février 2025, Votre Conseil a estimé : « En l'espèce, force est de constater qu'il ne ressort nullement du dossier administratif que le requérant a été informé de l'adoption future de l'interdiction d'entrée querellée et qu'il a pu faire valoir quelconques observations ou été auditionné à cet égard. En effet, le « Formulaire confirmant l'audition d'un étranger » daté du 10 août 2024, partiellement repris au dossier administratif, fait uniquement référence à l'information du requérant, via une fiche d'informations, de la mesure d'éloignement forcée que l'autorité souhaitait lui imposer et des questions posées, mais ne mentionne nullement l'interdiction d'entrée. ».

Le même raisonnement a été développé par Votre Conseil dans un arrêt n° 318 806 du 18 décembre 2024 : « le Conseil observe qu'il appartenait à la partie défenderesse d'informer le requérant de son projet de prendre une interdiction d'entrée à son encontre, afin que celui-ci puisse évaluer la pertinence des éléments soumis à la partie défenderesse dans le cadre de l'analyse de son dossier. En l'espèce, dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante met en exergue le fait que la prise de l'interdiction d'entrée peut avoir un impact sur sa vie familiale, car il projetait d'introduire une demande de cohabitation légale. Sans se prononcer sur le bien-fondé de ces éléments, le Conseil estime que sans avoir informé le requérant sur son projet de prendre une interdiction d'entrée, la motivation de l'interdiction d'entrée ne rencontre pas les éléments qui auraient pu être avancés par le requérant si celui-ci savait qu'un tel acte allait être pris dans son chef. »

Les droits de la défense du requérant, notamment le principe 'audi alteram partem', ont été mis à mal dans le cas d'espèce. Le droit d'être entendu n'a pas été respecté alors que le requérant disposait d'éléments à faire valoir par rapport à sa situation administrative.

En l'espèce, le requérant dispose de membres de sa famille en Allemagne, qui exercent notamment en tant que dirigeant d'entreprise.

Si le requérant n'est pas en mesure d'obtenir un titre de séjour le territoire belge, son intention était de se rendre en Allemagne en vue d'obtenir un permis de travail dans ce pays.

Or, l'interdiction d'entrée risque d'empêcher le requérant de se rendre en Allemagne et d'y exercer une activité économique.

Eu égard à ses attaches avec ce pays (et notamment la présence de membres de sa famille et leur activité économique), il n'est pas exclu que la procédure administrative aurait pu aboutir à un résultat différent si le requérant avait été entendu préalablement à la prise de l'interdiction d'entrée.

L'interdiction d'entrée doit donc être annulée."

2.2. De artikelen 2 en 3 van de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen' (hierna: de wet van 29 juli 1991) verplichten de administratieve overheid in de akte de juridische en feitelijke overwegingen op te nemen die aan de beslissing ten grondslag liggen, en dat op "afdoende" wijze. Het afdoend karakter van de motivering betekent dat de motivering pertinent moet zijn, dit wil zeggen dat ze duidelijk met de beslissing te maken moet hebben, en dat ze draagkrachtig moet zijn, dit wil zeggen dat de aangehaalde redenen moeten volstaan om de beslissing te dragen. De belangrijkste bestaansredenen van de motiveringsplicht, zoals die wordt opgelegd door de wet van 29 juli 1991, bestaat erin dat de betrokkene in de hem aanbelangende beslissing zelf de motieven moet kunnen aantreffen op grond waarvan ze werd genomen, opdat de betrokkene met kennis van zaken zou kunnen uitmaken of het aangewezen is de beslissing met een annulatieberoep te bestrijden. De enkele omstandigheid dat de verzoekende partij zich niet kan vinden in de gegeven formele motivering, maakt die daarom niet onwettig. (RvS 14 oktober 2020, nr. 248.587).

Het recht om te worden gehoord waarborgt dat eenieder in staat wordt gesteld naar behoren en daadwerkelijk zijn standpunt kenbaar te maken in het kader van een administratieve procedure en voordat een besluit wordt genomen dat zijn belangen op nadelige wijze kan beïnvloeden. Die regel beoogt met name, ter verzekering van de effectieve bescherming van de betrokken persoon, deze laatste in kennis te stellen om een vergissing te corrigeren of individuele omstandigheden aan te voeren die ervoor pleiten dat het besluit wordt genomen, niet wordt genomen of dat in een bepaalde zin wordt besloten. Het Europese Hof van Justitie heeft herhaaldelijk opgemerkt dat schending van de rechten van de verdediging, in het bijzonder het recht om te worden gehoord, naar Unierecht pas tot nietigverklaring van het na afloop van de administratieve procedure genomen besluit leidt, wanneer deze procedure zonder deze onregelmatigheid een andere afloop had kunnen hebben. Hieruit volgt dat niet elk verzuim om het recht om te worden gehoord te eerbiedigen stelselmatig leidt tot de onrechtmatigheid van het genomen besluit. Teneinde een dergelijke onrechtmatigheid te constateren moet worden nagegaan aan de hand van de specifieke feitelijke en

juridische omstandigheden van het geval of de administratieve procedure in kwestie een andere afloop had kunnen hebben, omdat de betrokkene elementen ter rechtvaardiging van zijn standpunt had kunnen aanvoeren. (HvJ 10 september 2013, M.G. en N.R., C-383/13 en aldaar aangehaalde rechtspraak)

2.3. Verzoeker voert een schending aan van het hoorrecht en betoogt dat hij door de politie niet werd uitgenodigd om zich serieus en in detail uit te spreken over zijn situatie. Hij stelt dat de bestreden beslissing geen enkel detail hierover bevat en ten aanzien van eender welke vreemdeling kon worden genomen. Hij hekelt ook dat hij niet werd geïnformeerd over het voornemen om aan hem een inreisverbod op te leggen. Hij betoogt dat, mocht hij deugdelijk zijn gehoord, hij elementen had kunnen bijbrengen aangaande zijn administratieve situatie. Ter zake wijst hij op het feit dat hij familieleden in Duitsland heeft die aldaar zaakvoerder zijn. Indien hij geen verblijfsrecht in België kon bekomen, was het zijn intentie om zich naar Duitsland te begeven om aldaar een werkvergunning trachten te bekomen, zo stelt hij. Hij betoogt dat omwille van het inreisverbod de mogelijkheid bestaat dat hij zich niet naar Duitsland kan begeven en er geen economische activiteit kan uitoefenen. Gelet op zijn banden met Duitsland, in het bijzonder de aanwezigheid van zijn familieleden en hun economische activiteit, is het niet uitgesloten dat de administratieve procedure een ander resultaat had gekend indien verzoeker voorafgaand aan de bestreden beslissing was gehoord, aldus verzoeker.

De Raad stelt vast dat uit het administratief dossier blijkt dat verzoeker door de politie wel degelijk is gehoord over zijn persoonlijke situatie en dat de verwerende partij rekening heeft gehouden met verzoekers antwoorden in de motivering van de bestreden beslissing. Daargelaten de vraag of verzoeker werd geïnformeerd over het voornemen hem een inreisverbod op te leggen en dit gehoor dus verliep volgens de regels van de kunst, stelt de Raad vast dat verzoeker, in weerwil van wat hij zelf betoogt, niet aannemelijk maakt dat hij elementen had kunnen bijbrengen die een invloed hadden kunnen hebben op de besluitvorming. Hij wijst op zijn familieleden in Duitsland en zijn intentie om bij hen te werken, maar zoals de verwerende partij terecht opwerpt in haar nota met opmerkingen, voegt verzoeker geen begin van bewijs bij van het bestaan van deze familieleden, van de aard van de familieband, en evenmin van de economische activiteit van deze vermeende familieleden en op welke wijze hij op regelmatige wijze bij hen zou kunnen worden tewerkgesteld. Uit niets blijkt dat hij een verblijfsvergunning heeft in Duitsland, en verzoeker voert dat overigens ook niet aan. De Raad ziet dan ook niet in hoe de loutere intentie om te werken in een andere Schengenlidstaat dan België alsnog tot een andere besluitvorming had kunnen leiden. Verzoeker kreeg, voorafgaand aan de thans bestreden beslissing, een bevel om het grondgebied van België en het Schengengrondgebied te verlaten en werd daarop gerepatriëerd naar Albanië op 22 juni 2025. Het staat hem vrij om zich vanuit zijn land van herkomst te richten tot de Duitse autoriteiten om, volgens de geijkte procedures, een verblijfsvergunning op grond van de aanwezigheid van zijn familieleden of om er te werken te bekomen. Hij maakt niet aannemelijk dat het bestreden inreisverbod daaraan in de weg zou staan indien hij voldoet aan de criteria, temeer nu artikel 11.4 van de richtlijn 2008/115/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 over gemeenschappelijke normen en procedures in de lidstaten voor de terugkeer van onderdanen van derde landen die illegaal op hun grondgebied verblijven (Terugkeerrichtlijn), voorziet dat de lidstaat die overweegt een verblijfstitel of een andere vorm van toestemming tot verblijf af te geven aan de onderdaan van een derde land jegens wie een door een andere lidstaat uitgevaardigd inreisverbod geldt, vooraf overleg pleegt met de lidstaat die het inreisverbod heeft uitgevaardigd en rekening houdt met diens belangen, overeenkomstig artikel 25 van de Schengenuitvoeringsovereenkomst.

De aangevoerde schending van het hoorrecht kan niet leiden tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing. Ook toont verzoeker niet aan dat de bestreden beslissing niet afdoende is gemotiveerd.

Verzoeker blijft in gebreke om de overige door hem aangevoerde schendingen uiteen te zetten, waardoor deze middelonderdelen onontvankelijk zijn.

2.4. Het enig middel kan niet worden aangenomen.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel.

Het beroep tot nietigverklaring wordt verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op zeventiendwintig februari tweeduizend zesentwintig door:

A. WIJNANTS,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

C. VAN DEN WYNGAERT,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

C. VAN DEN WYNGAERT

A. WIJNANTS